

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 12 MAI 2025**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>  <b>QUORUM : 9</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
<b>OBJET DE LA DECISION</b>  <b>N° 25/285</b>  <b>ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DE 218 000 € A L'ASSOCIATION ' TVT INNOVATION ' POUR LA GOUVERNANCE DU POLE MER MEDITERRANEE AU TITRE DE L'ANNEE 2025 - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

**ABSENTS :**

Mme Nathalie BICAIS, M. Arnaud LATIL.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 25/285**

**BUREAU DU 12 MAI 2025**

**O B J E T : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE  
FONCTIONNEMENT DE 218 000 € A L'ASSOCIATION '  
TVT INNOVATION ' POUR LA GOUVERNANCE DU  
POLE MER MEDITERRANEE AU TITRE DE L'ANNEE  
2025 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des collectivités territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** l'avis favorable de la Commission « Attractivité Economique et Développement Numérique » du 3 avril 2025,

**CONSIDERANT** la demande de l'association TVT INNOVATION pour l'octroi d'une subvention de la Métropole Toulon Provence Méditerranée d'un montant de 220 000 € pour la gouvernance du Pôle Mer Méditerranée en 2025,

**CONSIDERANT** que le Pôle Mer Méditerranée fédère 500 acteurs scientifiques et économiques autour de thématiques maritimes et littorales à forts enjeux sécuritaires et durables et que sa mission est de développer durablement l'économie maritime et littorale sur le bassin méditerranéen, en Europe et dans le monde en faisant émerger des projets innovants et en accompagnant le développement des entreprises,

**CONSIDERANT** que fort d'un bilan de la phase IV réussi et d'une base solide d'adhérents et de partenaires, le Pôle poursuit et renforce ses actions pour construire une économie bleue décarbonée et souveraine porteuse de croissance durable et d'emploi d'avenir via trois objectifs majeurs :

- Être un moteur de l'innovation, de la croissance industrielle et de la compétitivité des entreprises,
- Être un des principaux leviers de la politique maritime intégrée en relayant et déployant régionalement les politiques nationale et européennes,
- Être une référence internationale dans le domaine maritime et littoral et valoriser ses membres et ses territoires à travers la marque « Pôle Mer » en consolidant sa position de leader sur le bassin méditerranéen,

**CONSIDERANT** que le Pôle s'engage à mener le programme d'activités suivant en 2025 :

Actions sur les filières stratégiques :

- Défense – Sécurité et sûreté maritimes : Participer aux activités de GIMNOTE, organiser 4 groupes de travail thématiques, labelliser 4 projets, accompagner au moins 2 adhérents vers l'Europe, organiser la « Journée Mer et Défense », développer des activités autour de la surveillance satellitaire,
- Naval et nautisme : organiser 4 réunions de groupe de travail ou journées techniques, accompagner les prescripteurs et les armateurs côtiers exploitants de DSP sur les dispositifs d'achats publics innovants pour développer la compétitivité des chantiers et équipementiers, labelliser 5 projets, favoriser l'émergence et l'inscription de projet de R&D SMARTSHIP/GREENSHIP/SMARTYARD dans l'AMI de la Filière Stratégique Nationale des industriels de la mer, encourager l'innovation dans le secteur de la maintenance navale et/ou de la MCO, accompagner au moins 2 adhérents vers l'Europe, organiser la « Journée Mer et Horizons »,
- Ressources biologiques marines : participer à la sélection des projets du FEAMPA, promouvoir les AAP nationaux dédiés, labelliser au moins 6 projets des thématiques pêche, aquaculture et biotechnologies bleues, accompagner la participation aux projets européens pilotés par le Pôle,
- Littoral et environnement marin : contribuer à plusieurs mesures du Plan d'Action pour le Milieu Marin pour la Méditerranée occidentale, promouvoir les adhérents au travers d'évènements nationaux, participer aux études visant à mieux connaître les interactions entre les parcs éoliens offshore et les écosystèmes marins, viser la labellisation d'au moins 6 projets innovants dans le cadre des appels à projets régionaux, nationaux et européens,
- Ports, infrastructures et logistique : organiser au moins 3 groupes de travail, accompagner la place portuaire de la Métropole TPM dans sa stratégie SMART et GREEN PORT, soutenir le développement de projets structurants, participer aux Assises du Port du Futur, labelliser au moins 5 projets innovants,

Gouvernance :

- Atteindre au moins 530 adhérents,
- Animer le réseau des membres : groupes de travail, journées techniques, actions collectives, accompagnements personnalisés,
- Actions Formation/Emploi : participer à l'émergence de nouvelles formations en identifiant les besoins des industriels, réaliser des actions de promotion des métiers et des formations, participer à la constitution d'une offre de formation pour l'éolien offshore, soutenir le développement des compétences et des qualifications de la filière yachting/nautisme à l'échelle européenne,
- Evènements et International : poursuivre les partenariats engagés avec des clusters du Québec, des USA, de Tunisie, d'Italie, de Norvège et participer à plusieurs missions à l'étranger, notamment en Grèce, en Corée-du-Sud, aux E.A.U., en Asie et au Brésil,

**CONSIDERANT** la convention de subventionnement ci-jointe,

Et après en avoir délibéré,

## DECIDE

### ARTICLE 1

**D'ALLOUER** à l'association « TVT INNOVATION » une subvention de 218 000 € pour la gouvernance du Pôle Mer Méditerranée au titre de l'année 2025.

### ARTICLE 2

**D'APPROUVER** les termes de la convention ci-jointe selon lesquels « TVT INNOVATION » s'engage notamment à communiquer, régulièrement, à la Métropole Toulon Provence Méditerranée des bilans intermédiaires de l'activité du Pôle Mer Méditerranée sur le territoire de la Métropole.

### ARTICLE 3

**D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer cette convention.

### ARTICLE 4

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2025, article 65748, opération 15.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

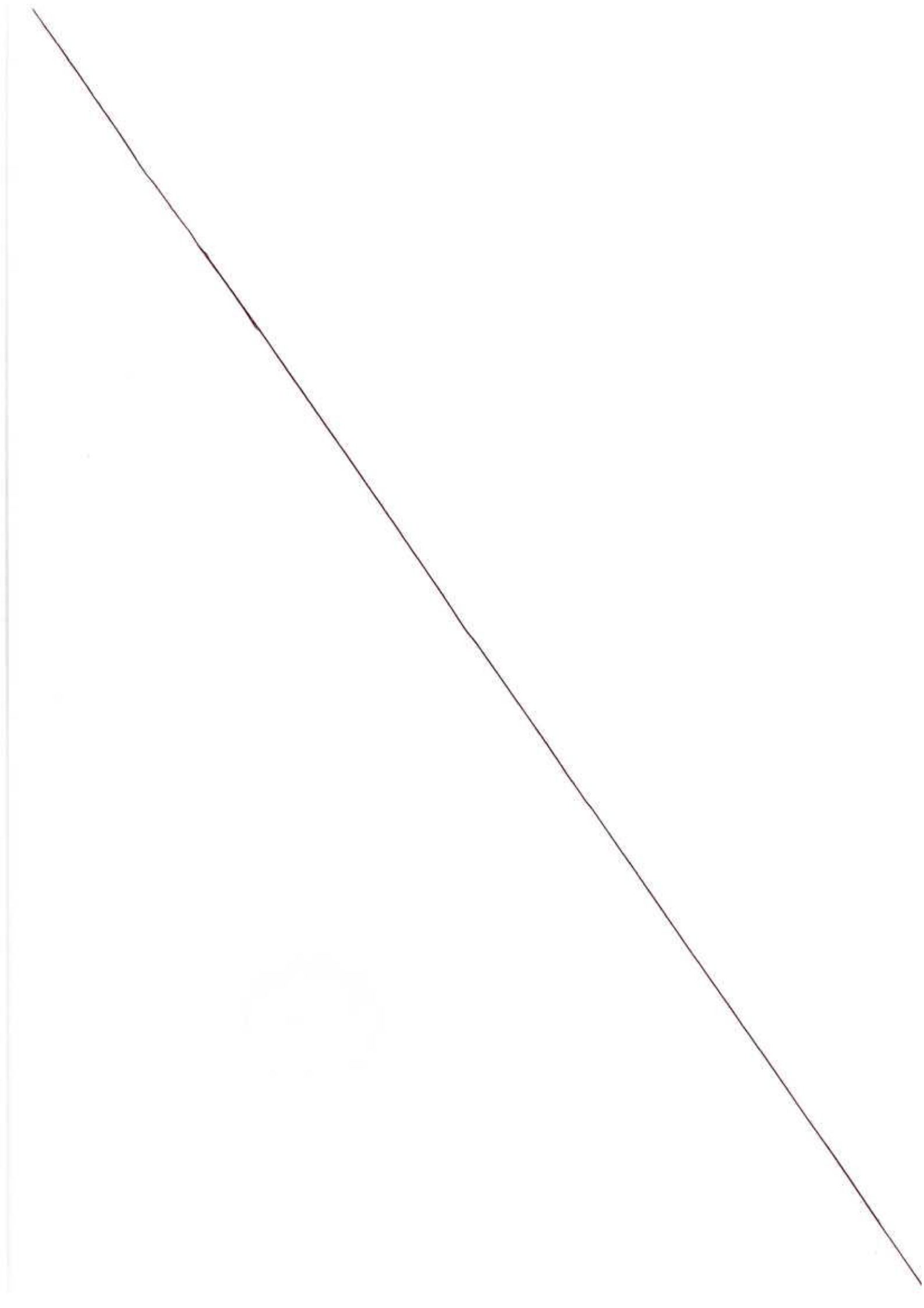
Fait à Toulon, le 12 mai 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0





## CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS

ENTRE

LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

ET

L'ASSOCIATION « TVT INNOVATION »  
AU TITRE DE LA GOUVERNANCE DU POLE MER MEDITERRANEE EN 2025

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9 représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision Métropolitaine n° DM du 2025,

ci-après désignée La Métropole,

ET

**L'association TVT Innovation**, agissant au nom du Pôle Mer Méditerranée ayant son siège au Technopôle de la Mer – 93 rue Forum de la Méditerranée – 83190 OLLIOULES, représentée par le président du Pôle Mer Méditerranée, Laurent MOSER, désignée ci-après TVT Innovation, habilité à cet effet par les statuts de l'association ci-annexés,

ci-après désignée L'Association,

### Il est préalablement exposé ce qui suit :

En régions SUD Provence-Alpes-Côte d'Azur, Occitanie et Corse, le Pôle Mer Méditerranée fédère 500 acteurs scientifiques et économiques autour de thématiques maritimes et littorales à forts enjeux sécuritaires et durables et que sa mission est de développer durablement l'économie maritime et littorale sur le bassin méditerranéen, en Europe et dans le monde en faisant émerger des projets innovants et en accompagnant le développement des entreprises,

Fort d'un bilan de la phase IV réussi et d'une base solide d'adhérents et de partenaires, le Pôle poursuit et renforce ses actions pour construire une économie bleue décarbonée et souveraine porteuse de croissance durable et d'emploi d'avenir via trois objectifs majeurs :

- Être un moteur de l'innovation, de la croissance industrielle et de la compétitivité des entreprises ;
- Être un des principaux leviers de la politique maritime intégrée en relayant et déployant régionalement les politiques nationale et européennes ;

- Être une référence internationale dans le domaine maritime et littoral et valoriser ses membres et ses territoires à travers la marque « Pôle Mer » en consolidant sa position de leader sur le bassin méditerranéen,

**Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :**

### **Article 1 – Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au programme d'activités défini à l'article 3 que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

### **Article 2 – Date d'effet et durée de la convention**

La présente convention est conclue à compter de sa notification et prendra fin à la date du mandatement du solde.

La présente convention est conclue pour l'année 2025 à compter de la signature de celle-ci.

### **Article 3 - Engagements de l'association**

L'association s'engage à mener le programme d'activités suivant en 2025 :

#### Actions sur les filières stratégiques :

- Défense – Sécurité et sûreté maritimes : Participer aux activités de GIMNOTE, organiser 4 groupes de travail thématiques, labelliser 4 projets, accompagner au moins 2 adhérents vers l'Europe, organiser la « Journée Mer et Défense », développer des activités autour de la surveillance satellitaire;
- Naval et nautisme : organiser 4 réunions de groupe de travail ou journées techniques, accompagner les prescripteurs et les armateurs côtiers exploitants de DSP sur les dispositifs d'achats publics innovants pour développer la compétitivité des chantiers et équipementiers, labelliser 5 projets, favoriser l'émergence et l'inscription de projet de R&D SMARTSHIP/GREENSHIP/SMARTYARD dans l'AMI de la Filière Stratégique Nationale des industriels de la mer, encourager l'innovation dans le secteur de la maintenance navale et/ou de la MCO, accompagner au moins 2 adhérents vers l'Europe, organiser la « Journée Mer et Horizons » ;
- Ressources biologiques marines : participer à la sélection des projets du FEAMPA, promouvoir les AAP nationaux dédiés, labelliser au moins 6 projets des thématiques pêche, aquaculture et biotechnologies bleues, accompagner la participation aux projets européens pilotés par le Pôle ;
- Littoral et environnement marin : contribuer à plusieurs mesures du Plan d'Action pour le Milieu Marin pour la Méditerranée occidentale, promouvoir les adhérents aux travers d'événements nationaux, participer aux études visant à mieux connaître les interactions entre les parcs éoliens offshore et les écosystèmes marins, viser la labellisation d'au moins 6 projets innovants dans le cadre des appels à projets régionaux, nationaux et européens;

- Ports, infrastructures et logistique : organiser au moins 3 groupes de travail, accompagner la place portuaire de TPM dans sa stratégie SMART et GREEN PORT, soutenir le développement de projets structurants, participer aux Assises du Port du Futur, labelliser au moins 5 projets innovants.
- 
- Gouvernance :  
Atteindre au moins 530 adhérents.  
Animer le réseau des membres : groupes de travail, journées techniques, actions collectives, accompagnements personnalisés.
- Actions Formation/Emploi : participer à l'émergence de nouvelles formations en identifiant les besoins des industriels, réaliser des actions de promotion des métiers et des formations, participer à la constitution d'une offre de formation pour l'éolien offshore, soutenir le développement des compétences et des qualifications de la filière yachting/nautisme à l'échelle européenne.
- Evènements et International : poursuivre les partenariats engagés avec des clusters du Québec, des USA, de Tunisie, d'Italie, de Norvège et participer à plusieurs missions à l'étranger, notamment en Grèce, en Corée-du-Sud, aux E.A.U., en Asie et au Brésil.

L'Association s'engage à :

- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

#### **Article 4 – Engagements de la Métropole Toulon Provence Méditerranée**

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'association TVT Innovation, agissant au nom du Pôle Mer Méditerranée à hauteur de 218.000 euros pour la gouvernance du Pôle Mer Méditerranée conformément au budget prévisionnel joint à la présente convention.

Ce montant sera inscrit au budget principal 2025, fonction 61, opération 15, article 65748.

Le concours de la Métropole apporté à la réalisation du projet porte sur 6,2 % du montant total des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

#### **Article 5 – Modalités de versement de la subvention**

La participation financière de 218.000 euros sera versée à l'association TVT INNOVATION selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 70 % soit 152.600 euros, à la notification de la convention,
- Le solde, soit 65.400 euros après la remise des pièces justificatives suivantes :
  - ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059\*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
  - ✓ Un rapport annuel d'activités,
  - ✓ Les comptes annuels de l'exercice certifiés par le Président de l'association ou par un expert-comptable, bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes.

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier recommandé avec avis de réception.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

## **Article 6 – Obligations financières et comptables de l'association**

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un commissaire aux comptes.

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

## **Article 7 – Contrôles par les services de la Métropole Toulon Provence Méditerranée**

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

## **Article 8 - Evaluation de l'action,**

Les parties s'engagent mutuellement à procéder, en fin d'exercice, à une évaluation du projet sur la base de critères :

*Quantitatifs : nombre d'adhérents du Pôle, nombre d'entreprises et nombre de personnes accueillies aux événements organisés par le Pôle, nombre d'entreprises accompagnées dans l'année, nombre de projets innovants labellisés et montants des financements, nombre de projets structurants labellisés.*

*Qualitatifs : événements organisés dont liste sur TPM, missions de prospection à l'étranger.*

Ces indicateurs devront éfigurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires

## **Article 9 – Sanctions en cas de non-respect des obligations contractuelles**

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

#### **ARTICLE 10 : Modification de la convention**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai d'un mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **ARTICLE 11 : Renouvellement**

La convention n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit.

#### **ARTICLE 12 : Assurance et responsabilités**

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.  
En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

### **ARTICLE 13 : Politique de gestion des données personnelles**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

#### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

#### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

#### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification :

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

#### **ARTICLE 14 : Recours**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux de huit pages chacun

A Toulon, le

Pour TVT Innovation

Pour Toulon Provence Méditerranée

Le Président  
Pôle Mer Méditerranée  
Laurent MOSER

Le Président  
Jean-Pierre GIRAN

## Charges

	Coût prévu	
<b>60 - ACHATS</b>	<b>35 537,00 € TTC</b>	
Achats matières et fournitures	3 624,00 € *	
Autres fournitures	31 913,00 € *	
<b>61 - SERVICES EXTÉRIEURS</b>	<b>894 253,00 € TTC</b>	
Locations	173 131,00 € *	
Entretien et réparation	87 904,00 € *	
Assurance	23 752,00 € *	
Documentation	609 466,00 € *	
Précisions	Sous-traitance & Consultants: 408 409 Manifestations: 201 057	
<b>62 - AUTRES SERVICES EXTÉRIEURS</b>	<b>859 756,00 € TTC</b>	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	431 372,00 € *	
Publicité, publication	77 879,00 € *	
Déplacements, missions	274 206,00 € *	
Services bancaires, autres	76 299,00 € *	
<b>63 - IMPÔTS ET TAXES</b>	<b>18 057,00 € TTC</b>	
Impôts et taxes sur rémunération	*	
Autres impôts et taxes	18 057,00 € *	
<b>64 - CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>1 691 318,00 € TTC</b>	
Rémunération des personnels	1 691 318,00 € *	
Charges sociales	*	
Autres charges de personnel	*	

## Produits

	Financement prévu	
<b>70 - VENTE DE PRODUITS FINIS, DE MARCHANDISES, PRESTATIONS DE SERVICES</b>	<b>950 146,00 €</b>	
Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	950 146,00 € *	
<b>73 - DOTATIONS ET PRODUITS DE TARIFICATION</b>	<b>0,00 €</b>	
Dotations et produits de tarification	*	
<b>74 - SUBVENTIONS D'EXPLOITATION</b>	<b>1 913 925,00 €</b>	
Etat (précisez le(s) ministères, directions ou services déconcentrés sollicités)	135 000,00 € *	
Précisions	DGA/AID ÉTAT / OPERATIONS	
Métropole TPM *	220 000,00 € *	
Conseil(s) Régional(aux)	819 851,00 € *	
Précisions	Région SUD & Région Occitanie	
Conseil(s) Départemental(aux)	0,00 € *	
Communes	30 000,00 € *	
Précisions	VILLES DE MARSEILLE & SETE	
Communauté de communes ou d'agglomération	150 000,00 € *	
Précisions	NCA MAMP METROPOLE 3M COMMUNAUTE D'AGGLOMERATIONS FREJUS SAINT RAPHAEL CAPA	
Organismes sociaux (CAF, etc) Détailler	*	

Coût prévu

Financement  
prévu

65 - AUTRES CHARGES DE GESTION  
COURANTE 0,00 € TTC

Autres charges de gestion courante \*

66 - CHARGES FINANCIÈRES 12 750,00 € TTC

Charges financières 12 750,00 € \*

67 - CHARGES EXCEPTIONNELLES 0,00 € TTC

Charges exceptionnelles \*

68 - DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS,  
PROVISIONS ET ENGAGEMENTS À  
RÉALISER SUR RESSOURCES  
AFFECTÉES 8 415,00 € TTC

Dotations aux amortissements, provisions et  
engagements à réaliser sur ressources  
affectées 8 415,00 € \*

69 - IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (IS),  
PARTICIPATION DES SALARIÉS 0,00 € TTC

Impôts sur les bénéfices (IS), Participation  
des salariés \*

86 - EMPLOIS DES CONTRIBUTIONS  
VOLONTAIRES EN NATURE 0,00 € TTC

860 - Secours en nature \*

861 - Mise à disposition gratuite de biens et  
services \*

862 - Prestations \*

864 - Personnel bénévole 135 135,00 € \*

**TOTAL CHARGES 3 520 086,00 € TTC**

Compléments  
précisions charges

Fonds européens (FSE, FEDER, etc) 559 074,00 € \*

L'agence de services et de paiement  
(emplois aidés) \*

Autres établissements publics \*

Aides privées (fondation) \*

75 - AUTRES PRODUITS DE GESTION  
COURANTE 420 000,00 €

756 - Cotisations 420 000,00 € \*

758 - Dons manuels \*

76 - PRODUITS FINANCIERS 0,00 €

Produits financiers \*

77 - PRODUITS EXCEPTIONNELS 0,00 €

Produits exceptionnels \*

78 - REPRISE SUR AMORTISSEMENTS  
ET PROVISIONS 0,00 €

Reprise sur amortissements et provisions \*

79 - TRANSFERT DE CHARGES 236 015,00 €

Transfert de charges 236 015,00 € \*

Précisions MAD GRATUITES

87 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN  
NATURE 0,00 €

870 - Bénévolat 135 135,00 € \*

**TOTAL PRODUITS 3 520 086,00 €**

Compléments  
précisions produits